
Exposition photo

« Et pourquoi pas moi ? »

Regards croisés sur l'engagement
citoyen

Cette exposition met en lumière un échantillon de toute la richesse issue de l'engagement citoyen, et vise à lever les freins et barrières qui en empêche certain·e de passer à l'action. Nous sommes convaincu·e-s que c'est par l'action collective, que la société sera plus solidaire, plus écologique et plus démocratique.

contact@asterya.eu / 07 69 69 66 71



« ET POURQUOI PAS MOI ? »

Regards croisés sur l'engagement citoyen

Pourquoi cette expo ?

C'est la rencontre entre des photographes passionné·e·s et l'association Astérya qui a fait naître en novembre 2017 cette volonté de mettre au grand jour les diversités que l'on retrouve autour de l'engagement citoyen. Les un·e·s cherchaient à exploiter leur appareil pour valoriser ce dont on parle peu, les autres souhaitaient mettre en lumière les constats quotidiens de leur travail de terrain.

« Les diversités autour de l'engagement citoyen » vous dites ?

Cette exposition entend dépasser les clichés existants, souvent à tort, autour de l'engagement citoyen : « S'engager, c'est réservé aux militant·e·s », « C'est travailler sans être payé », « Ça demande du temps », « C'est faire du bénévolat toutes les semaines », « C'est donner à manger aux pauvres » ...

En réalité, les thématiques sur lesquelles nous pouvons faire la différence par nos actions citoyennes sont nombreuses, tout comme les formes que celles-ci peuvent prendre, tout comme le type de structures ou d'organisations que nous pouvons rejoindre pour les mener, tout comme les profils des personnes avec qui et auprès de qui nous pouvons agir, tout comme le degré d'investissement que cela peut demander, tout comme les motivations qui amènent chacun·e à passer à l'action, tout comme ce que nous en retirons à titre individuel, tout comme...!

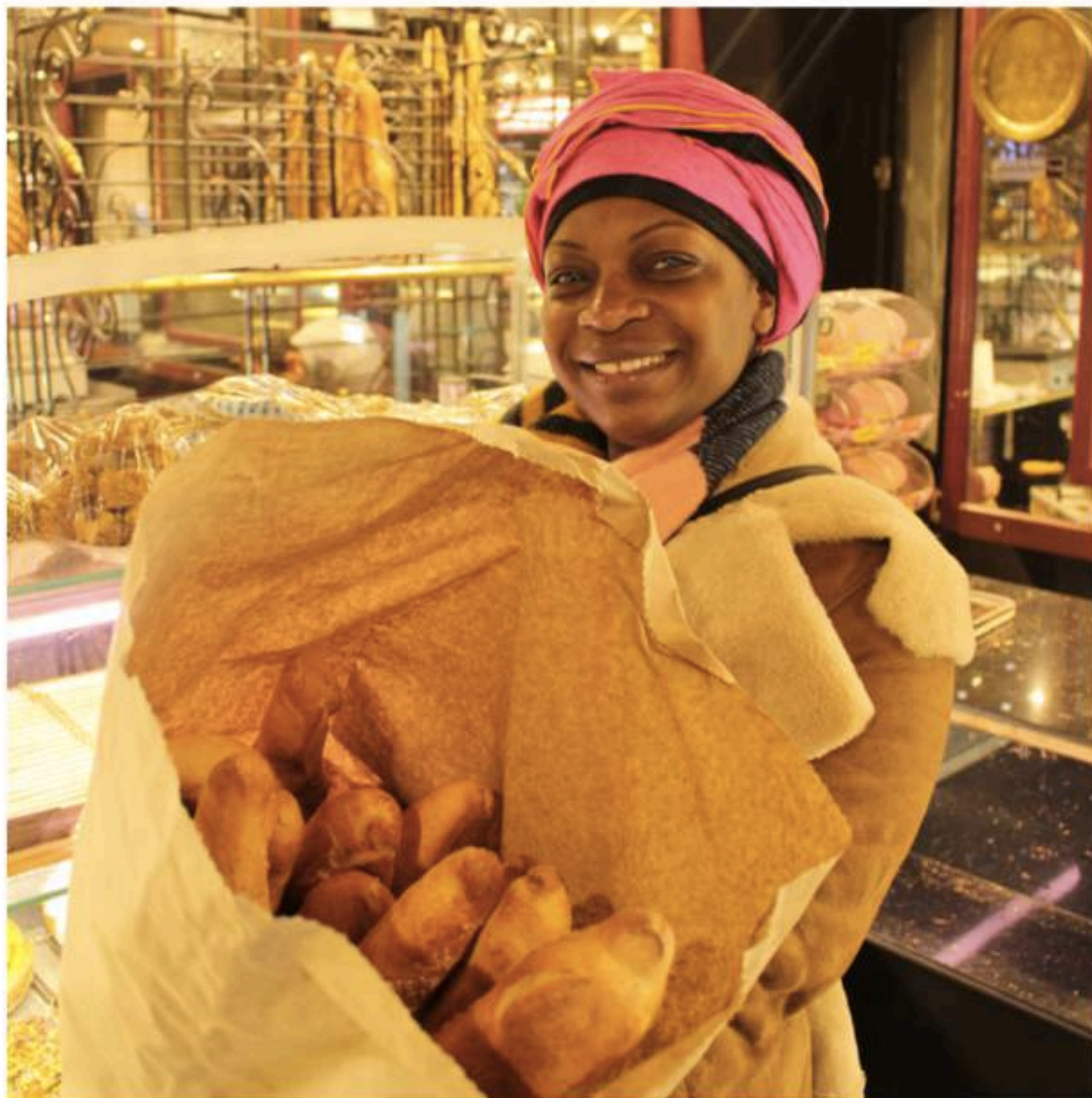
À travers cette exposition, nous avons voulu vous montrer qu'une myriade de personnes agissent selon leurs envies, leurs passions, leurs sensibilités ou encore leurs compétences, mais aussi en considérant leurs contraintes... et que chaque engagement reste une première expérience pour chacun·e, même pour les personnes les plus engagées qui soient !

« Parce qu'il y a 1001 manières d'agir, et qu'il y en a forcément une qui correspond à chacun·e »

Nous vous proposons d'en (re)découvrir une infime partie aujourd'hui, bonne visite !

L'expo continue de vivre après votre visite sur le site internet de l'association www.asterya.eu

Remerciements à toutes les personnes qui ont soutenu et rendu possible la conception de cette exposition !



Pascaline - La Colombe
© Elsa Labouret

Pascaline - Fondatrice de l'association La Colombe

La Colombe : l'association a vocation à mettre en place une activité cuisine à partir des invendus en vue de l'insertion de mineur·e·s migrant·e·s. En parallèle de cette mission principale, l'association mène une activité de récupération (pains, viennoiseries...)

Comment t'est venue l'idée de créer l'association La Colombe ?

Au départ, le projet était pensé pour être réalisé au Cameroun pour les enfants de la rue. L'idée était d'offrir un cadre où l'on pouvait leur donner à manger dans un lieu convivial et sécurisé. Le projet était écrit et pensé depuis des années, mais j'attendais le moment opportun.

Plus tard, dans le cadre de mes études, j'ai été amenée à faire un stage que j'ai fait avec l'association La Chorba qui a fait renaître tout ce que j'avais mis de côté. En parallèle, je voyais le flux d'enfants migrant·e·s ici, et je me suis dit que je pouvais commencer par réaliser mon projet à Paris.

L'activité menée actuellement par ton association est donc différente de celle qui définissait le projet initial ?

C'est ça, mais l'objectif de départ reste le même, les débuts ne prennent simplement pas la tournure voulue : les étapes sont différentes de celles que j'anticipais. La plupart des structures que je contacte ne sont pas intéressées par le projet établi tel quel. Ça amène forcément à faire mûrir le projet car quand on se retrouve face à un mur, on s'assoie et on pense. Sur le moment, c'est dur. Les conseils reçus remettent parfois en question et te font prendre conscience que non, ce n'est pas encore fini, le projet n'est pas encore ficelé, et ils t'amènent à devoir réfléchir à nouveau. Mais c'est aussi comme ça que tu fais avancer ton projet, en le remettant en question puis sur de bons rails ! Il faut s'armer de patience, il n'y a pas le choix !

J'ai revu à la baisse les ambitions de départ et me suis concentrée dans un premier temps sur l'une des étapes du projet : la récupération d'invendus, pour développer ensuite l'idée de cuisine. Je connaissais une association près de chez moi qui accueille de jeunes migrant·e·s, je leur ai proposé de récupérer de la nourriture pour leur en fournir. J'ai alors été de ma propre initiative voir des boulangeries du quartier pour leur proposer de récupérer leurs invendus. Il y a tellement de produits qui ne sont pas vendus chaque jour, c'est fou.. je me suis rendue compte que ça faisait beaucoup trop, j'ai été obligée de réduire le nombre de boulangeries que j'allais voir toutes les semaines, sinon j'en venais moi-même à gaspiller !

Concrètement, comment ça fonctionne ?

Avec un bénévole, on va récupérer les invendus de 3 boulangeries tous les vendredis soirs. Il y en a tellement que l'on doit faire ça voiture pour tout mettre ! Ensuite, tous les samedis matins, les enfants viennent en bas de chez moi récupérer les pains et viennoiseries de la veille pour les ramener à l'association et partager un petit déjeuner avec les autres jeunes accueilli·e·s. Pour l'instant, l'association en est là, mais je rencontre de plus en plus de personnes et de structures dont des lieux où l'on peut commencer à faire de la cuisine, donc les choses sont amenées à évoluer rapidement, j'espère !



Hélène & Tibri - Causons
© Emmanuel Michel

Hélène - Co-fondatrice de l'association Causons

Causons : l'association permet à des personnes migrantes de s'insérer dans le marché du travail, de valoriser leur culture et de sensibiliser au dialogue interculturel en donnant des cours de langues

Comment t'est venue l'idée de créer l'association Causons ?

Causons c'est un projet que j'ai ramené dans mes bagages il y a peu près un an après un long séjour au Brésil. J'y ai découvert l'initiative Abrazo Cultural, qui m'a beaucoup inspirée. Déjà, j'adore les particularités linguistiques et culturelles qui sont propres à chaque langue : il y a beaucoup de gens qui travaillent sur la valorisation des cultures et des personnes migrantes à travers la cuisine, la musique, la danse, les arts, mais ce focus langue personne ne l'avait. Ensuite, j'ai compris l'enjeu de société qu'il y avait derrière à travers l'insertion professionnelle et sociale des personnes migrantes. Mais finalement, on se rend compte que leurs besoins ne sont pas tant un revenu, pas tant le CV, même si c'est hyper important. Au final le plus important, c'est la rencontre, le sentiment d'utilité, valoriser ses compétences, et tout simplement retrouver un peu d'estime de soi.

Et ça n'a pas été trop compliqué de monter tout de A à Z ?

Ce qui est intéressant, c'est qu'Abrazo Cultural tel que ça existe au Brésil n'a rien à voir avec Causons. Je savais que j'allais devoir adapter le concept, mais je ne pensais pas autant. Je m'en suis rendue compte en allant à la rencontre des acteur·rice·s associatif·ve·s et institutionnel·le·s qui militent dans ce domaine. Comme j'avais peut-être un peu peur de me lancer toute seule, je voulais monter ça en interne dans une association déjà existante. Ce qui n'est pas arrivé, car chaque association a sa réalité, ses préoccupations, ses positionnements. Du coup, j'ai cherché des gens avec qui monter le projet. J'ai commencé à en parler à mes ami·e·s, à mon réseau, et j'ai organisé une présentation dans un café. Il y avait 15 personnes et quasiment toutes sont bénévoles dans l'association.

Comment ça fonctionne concrètement ?

Il y a des cours avec maximum 12 apprenant·e·s en fonction du niveau de langue. Les personnes qui prennent les cours paient 10 € de l'heure. 60 % des revenus sont directement attribués aux professeur·e·s. Pour l'instant, les 40 % restants servent à financer le matériel, le loyer et les autres activités.

Et toi, qu'est-ce que ça t'apporte ? Tu as le sentiment de changer la société ?

Je ne me rendais pas compte, mais le côté « déconstruire les préjugés » sur les personnes migrantes et réfugiées en France, il y a un boulot de fou. Causons et Abrazo Cultural cherchent à inverser complètement le rapport aidant·e/aidé·e. C'est toi qui va prendre un cours de langue donné par un·e professeur·e d'origine « tatata » qui n'est peut-être pas professeur·e pro mais qui va nous apprendre des choses. On a tous et toutes des préjugés sans en avoir conscience. Les médias y contribuent je pense. Ils sont stéréotypés, et badants. C'est tellement déprimant parfois que tu te dis que y'a plus rien à faire alors qu'au final, ce qui est fort avec l'engagement citoyen, c'est que chacun·e peut changer les choses localement, dans son entourage. Mais si on est bénévole, c'est pas par pur altruisme, c'est qu'on a envie de se valoriser soi-même à travers une expérience. Il y a plein d'études qui prouvent qu'on est bénévole parce qu'on sait aussi que ça nous apporte des choses. Il faut jongler avec ça.



Bruno - Debout Éducation Populaire
© Elsa Gimenez

Bruno - Membre du collectif *Debout Éducation Populaire*

Debout Éducation Populaire : le collectif informel organise tous les week-ends des débats sur la place publique

Qu'est-ce que vous faites là, sur la Place de la République ?

L'idée de base, c'est la prise de parole en place publique. À partir du moment où elle est arrivée dans le foyer par la télé et la radio, la parole a été donnée et on a supprimé l'espace public en tant que lieu de parole. Nous, on vous apporte pas la parole, on vous donne le micro et vous parlez. C'est une réappropriation de l'espace public.

On fait ça sous différents formats. On anime des ateliers pour imaginer la société qu'on veut, et les moyens pour y arriver. Et pour que ce ne soit pas des paroles en l'air, on enregistre tout. On invite aussi les gens à parler d'un sujet pour proposer, dénoncer ou raconter quelque chose. Et après, on les invite à débattre, à poser des questions, émettre des objections, ce qui peut leur passer par la tête afin d'alimenter un débat. En ce sens, on fait de l'éducation populaire : on incite les gens à développer leur propre pensée, apprendre à l'exprimer et à la partager.

Et comment est né le collectif ? Comment il fonctionne ?

Debout Educ Pop est une des commissions issues de *Nuit Debout*, et de celles qui continuent à exister, sauf que nous, on est resté·e·s sur la place. Quelqu'un·e dans *Nuit Debout* a lancé : « Et si on faisait de l'éducation populaire autrement ? » et d'autres ont dit : « Bonne idée ! » *Debout Educ Pop* est né comme ça, et est resté un collectif informel. Légalement, on n'existe pas, on n'est pas une association, on n'a pas de statuts. C'est un collectif de gens qui ont décidé de faire les choses ensemble. On n'a pas de budget, on fonctionne que de manière informelle, on n'a quasi aucun besoin. Ça intrigue beaucoup les gens !

Vous êtes là tous les week-ends ?

Au printemps et en été, on est là quasiment tous les samedis et tous les dimanches à partir de 14h. En hiver, seulement le dimanche et on fait un peu plus court, parce que le temps n'est pas forcément très beau. C'est comme le vélo : plus t'en fais plus c'est facile, et quand t'arrêtes, ça te manque. C'est quand même vachement mieux que de rester devant la télé, ou aller dans un gymnase. Finalement, c'est plus facile de venir ici que de s'amuser bêtement chez soi.

Et toi, qu'est-ce que tu fais le reste du temps ?

Je bosse. Un bon vieux boulot de bureau à la con bien merdique. En même temps, c'est bien, parce que c'est un travail de merde mais qui m'aide à garder les pieds sur terre par rapport à mes activités militantes, et mes activités militantes qui m'aident à garder les pieds sur terre par rapport à mon travail. C'est de la schizophrénie, mais on gère !



Charlotte & Agnès - AMAP Parmentier
© Jules Guérin

Charlotte & Agnès - Membres de l'AMAP Parmentier

AMAP : l'Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne permet la mise en lien directe entre un·e agriculteur·rice bio de proximité et un groupe de consommateur·rice·s

En quoi consiste votre engagement dans l'AMAP Parmentier ?

D'abord, on a chacune signé un contrat avec l'agriculteur en lien avec l'association de consommateur·rice·s déjà constituée, pour une durée de 6 mois. On a donné aussi un chèque pour payer en avance ces 6 mois de légumes qu'on reçoit ensuite chaque semaine ici à La Cyclette (un lieu atelier participatif autour du vélo). Après ça, on s'est dispatché entre toutes les membres de l'AMAP nos créneaux de distribution, de manière à créer des binômes qui tournent pour réceptionner tous les jeudis soirs la livraison directement faite par l'agriculteur. Concrètement, quand on est de « distribution », on constitue les paniers pour chaque membre qui vient récupérer son sac le soir même.

Et voilà ! Tu signes, toutes les semaines tu viens chercher ton panier de légumes et tous les 2-3 mois tu fais tes distributions !

Mais du coup, c'est pas trop contraignant de devoir venir chaque semaine le même soir et de ne pas choisir les légumes que tu achètes ?

Non, on s'arrange si on ne peut pas venir ! On propose à quelqu'un qu'on connaît de venir le récupérer à notre place, ou on le donne. Ce qui est pratique ici, c'est que notre distribution est le jeudi soir, mais La Cyclette est ouverte le vendredi donc on peut toujours venir récupérer nos légumes le lendemain si on a un impératif le jour de la distribution. Et quand on habite ou qu'on travaille à côté, c'est vite fait !

Et puis, ne pas choisir ses légumes, c'est finalement un certain confort car ça aide à varier ce qu'on mange. C'est juste une habitude à prendre en fait. Ça nous amène au contraire à trouver de nouvelles manières de cuisiner, de découvrir de nouveaux légumes... En plus dans le groupe de consommateur·rice·s on s'échange les idées recettes, c'est sympa !

Et qu'est-ce qui vous a poussé à vous tourner vers ce type de consommation alternative ?

Ça s'est dessiné comme une suite logique : je suis végane et suis dans une forte démarche de consommer écolo, en circuit-court et d'apporter une importance à la dimension humaine. Devenir membre d'une AMAP et soutenir une agriculture locale et bio, c'était une question de cohérence pour moi.

Il s'agit d'un acte politique : dans un monde où on a l'impression de voter pour rien, la consommation est la clé. Si tu veux une certaine agriculture, il faut la sponsoriser.

L'aspect participatif m'a plu aussi. Je trouve ça normal d'aller faire mes distributions de temps en temps. C'est politique ce qu'on fait, c'est de la « consom'action » !



Tristan & Olivier - Bio Campus
© Jules Guérin

Tristan & Olivier - Bénévoles à l'association Bio Campus

Bio Campus : association étudiante de promotion et d'expérimentation en permaculture et agriculture

Quel était l'intérêt d'avoir une association étudiante qui promeut et expérimente la permaculture et l'agriculture sur votre campus ?

On est ingénieur·e mais on ne veut pas faire de la pharma, on veut faire un truc environnemental. Les gens qui veulent s'inscrire dans une politique de développement durable et qui font aussi de la biotechnologie, bah c'est possible. L'idée c'est de montrer que la biotechnologie ce n'est pas uniquement la santé, la pharma, la cosméto. Le vin, la bière, c'est du biotech aussi. Quand on sort de l'école en général on n'est pas trop impliqué·e, nous c'est pas ce qu'on voulait. On voulait s'impliquer et faire quelque chose qui avait du sens pendant nos études. On essaye de convertir les personnes aux causes environnementales. Y'a l'aspect social aussi, on essaye de ramener des enfants qui se détournent de l'école, on fait des partenariats, on essaye de leur montrer des trucs sympas.

Vous faites quoi exactement ? En quoi ça peut être utile pour les autres sur le campus ?

On a plusieurs pôles. Mais par exemple :

Le pôle économie d'énergie de l'asso fait un recensement de toutes les pertes d'énergie de la fac (des lumières allumées par exemple), ils·elles prennent des photos et ils·elles sont en train de monter une campagne de com' pour que l'établissement, les étudiant·e·s et les profs se rendent compte qu'il y a des choses qu'il faut impérativement changer. On fait des campagnes d'affichage pour les déchets, sur le compostage etc. C'est plus des actions de sensibilisation.

On essaye de retrouver la connaissance des plantes. On veut pas utiliser de produits ni rien mais en faisant le design d'un jardin on se rend compte qu'on fait un jardin beaucoup plus performant que des systèmes avec des OGM. Rien que le fait d'observer, de faire des tests, on voit directement comment ça marche, comment ça fonctionne. Ça apporte une dimension pratique de la biologie, on l'appréhende mieux. Les étudiant·e·s peuvent venir développer leur projet sur les parcelles de jardin, c'est même encouragé, du coup on fait de la pré-incubation avec le support du jardin en permaculture. Et on les accompagne aussi, on leur file nos partenaires qui peuvent les aider.

On a aussi un catalogue, des ressources docu qui peuvent servir pour toutes les personnes qui seraient intéressées sur tous les domaines qu'on traite. Y'a plus de 200 articles scientifiques qui sont une base de données qu'on donne aussi aux enseignant·e·s. Ça permet de soulever et d'appuyer des idées qui ne sont pas forcément pensées en général. L'open source c'est super intéressant pour nous, une base de données collaborative, c'est super important quand les gens commencent à connaître, ils commencent à prendre conscience et à changer. C'est un domaine qui n'est pas trop abordé et s'ils·elles ne le font pas, nous on le fait.

Qu'est-ce que ça a changé pour vous, cet investissement dans une asso étudiante ?

À la base on est des ami·e·s, on n'a jamais travaillé en mode professionnel. Donc déjà ça oblige les gens à se responsabiliser. Quand on porte un projet c'est ultra formateur. Et puis avec l'asso on a des échanges avec le milieu professionnel, c'est super enrichissant. Tout ça c'est un ensemble qui favorise notre bagage scientifique. Ça permet de grandir plus vite dans notre formation.



Laure - À Nous la Nuit !
© Rachele Riani

Laure - Bénévole chez À Nous la Nuit !

À Nous la Nuit ! : l'association sensibilise aux discriminations de genre dans l'espace urbain la nuit

Qu'est-ce que vous faites, chez À Nous la Nuit ?

Le but de À Nous la Nuit ! est de dénoncer les préjugés et les discriminations liées aux genres dans la ville une fois le soleil couché. À la tombée de la nuit, les discriminations sont souvent plus décomplexées que le jour : incivilités, regards déshabillants, sifflements, jusqu'à l'agression physique, cela prend différentes formes, qui sont le plus souvent rendues invisibles tant elles sont banalisées par la société ou intériorisées par les victimes elles-mêmes ! Au cœur de notre projet associatif, il y a l'organisation d'une grande soirée de sensibilisation, une fois par an, avec une marche démonstrative, des prises de parole publiques sur la question et des concerts pour finir de façon festive. Le reste de l'année, nous organisons des apéros-discussions, des marches, des ateliers et nous participons à des événements organisés par nos partenaires ou des institutions compétentes sur la question. Chez À Nous la Nuit ! j'ai trouvé comment m'engager de manière sincère, festive, sans arrogance et avec une réelle envie de faire évoluer des mentalités !

Dans quelles actions tu t'es particulièrement investie ?

Il m'arrive de donner des coups de main divers, mais mon rôle principal concerne les visuels : je réalise des affiches, des bandeaux pour nos événements, j'organise des journées de création de pancartes... Comme je suis illustratrice de profession, c'est mon vrai moyen d'apporter mon soutien à cette cause qui m'importe et pour laquelle je souhaite me battre à coups de photographies, de feutres dorés et de peinture bleu nuit. Je crois profondément que nous avons besoin de l'art comme messenger. J'ai besoin de l'association comme elle a besoin de mes coups de pinceaux, c'est un bel équilibre rassurant : nous nous sentons moins seuls dans la lutte, nous nous sentons utiles et nos compétences sont mises en valeur, un joli échange nécessaire dans ma vie actuelle.



Sadio - Extramuros
© Alexandra Quarini

Sadio - Bénévole de l'association *Extramuros*

Extramuros : menuiserie solidaire, écologique et sociale qui sensibilise à la valeur des matériaux mis au rebut par une transformation (ré)créative

En quoi consiste ton engagement à *Extramuros* ?

J'y vais tous les mercredis et les samedis pour travailler le bois, le transformer. J'ai fait des tiroirs avec une poignée, une caisse, à partir de bois qui allait être jeté. Je trouve ça important qu'on utilise des choses qu'habituellement on jette alors que c'est possible de les transformer afin que d'autres personnes puissent s'en servir et en profiter. Au début, je regardais comment les gens faisaient et j'essayais de faire pareil. Maintenant, moi aussi je donne des conseils à des gens qui ne savent pas faire.

Donc tu as développé des compétences en menuiserie !

Oui, j'ai appris beaucoup de choses parce qu'on apprend en faisant : parfois, je fabrique un objet juste pour apprendre à le faire, et si je n'en ai pas besoin, je le laisse à l'association. J'aimerais pouvoir travailler, mais comme je suis demandeur d'asile, je n'ai pas le droit. J'ai voulu être bénévole pour m'occuper et apprendre des choses. Quand j'aurais le droit de travailler, j'aimerais bien devenir menuisier !

Et à part ces nouvelles compétences, qu'est-ce que ça t'apporte ?

Aller à *Extramuros* me donne du courage. Ça me permet de rencontrer des gens, de discuter et de partager nos idées et nos connaissances, aussi bien avec les autres bénévoles qu'avec les animateur·trice·s. Mais surtout, c'est important de s'aider les un·e·s les autres pour qu'on apprenne tous et toutes de nouvelles choses.



Déana & Patsy / Patsy - I-boycott
© Elsa Gimenez

Déana & Patsy - Consom'actrices sur I-boycott

I-boycott : l'association promeut une consommation responsable, elle gère une plateforme de lancement de campagne de boycott et de buycott responsables

Comment avez-vous connu I-boycott ?

Il y avait une vidéo d'I-boycott sur Facebook qui parlait du pouvoir du/de la consom'acteur·rice. Ça m'avait bien plu comme concept, donc j'étais allée voir le site. Ça a commencé avec McDo et Coca, et petit à petit je regardais de plus en plus la liste. La campagne contre Coca dénonçait l'appropriation par la firme des nappes phréatiques dans les pays du Sud, comme le Mexique. Et pour McDo, c'était sur l'optimisation fiscale. Puis, j'ai rejoint d'autres campagnes : H&M, c'est parce qu'ils·elles exploitent leurs employé·e·s, comme au Bangladesh où les gens travaillent dans des conditions déplorables, les toits s'effondrent sur eux·elles, y'a eu des mort·e·s une année. Lactalis, c'est plus pour des raisons sanitaires depuis le scandale de la salmonelle. Sur Facebook, y'avait une photo de toutes les filiales Lactalis, du groupe, avec Lactel, Président... C'est beaucoup plus facile de boycotter quand on sait à quel groupe appartient quelle marque.

C'était difficile au début ? Vous avez dû changer vos habitudes ?

McDo, j'y ai travaillé et j'y mangeais beaucoup quand j'y travaillais. Mais aujourd'hui, je trouve pas ça très compliqué, t'as Burger King à côté - sauf pour les petits wraps, parce que j'aime bien les petits wraps... H&M, il a fallu un peu d'effort : j'ai réussi que récemment, avant ça m'arrivait de céder pendant les soldes, mais aux dernières, j'ai réussi à résister. Coca, personnellement j'en bois pas, mais en soirée les gens en achètent tout le temps. Au début, mes ami·e·s me prenaient pas au sérieux. Quand je disais : « Non, je bois pas de Coca », ils·elles finissaient par acheter 6 bouteilles de Coca pour me faire chier. Mais j'ai trouvé une solution : je vais leur dire « N'achetez pas de Coca », et je vais acheter 3 bouteilles de Breizh Cola. Mais il faut qu'il y ait une alternative. Ça marche que comme ça, parce que si tu dis juste : « Il faut plus acheter ça », tu t'empêches de vivre, donc tu vas pas le tenir. Mais en même temps, si on commence tous et toutes à boire du Breizh Coca ou à aller chez Burger King, ça sera pas top non plus. Ça deviendra le premier prix et les firmes seront prêtes à tout aussi.

Vous avez réussi à convaincre autour de vous ?

Je cherche pas à convertir les gens : je les informe que je boycotte, et je leur dis pourquoi, mais je fais pas la morale. J'empêche pas les gens d'y aller. Après, quand je suis avec des gens, je vais essayer de les orienter discrètement vers autre chose, mais je dis pas : « Non, je mettrai pas les pieds à McDo... ». Avec mon copain je le fais, mais avec mes ami·e·s, en général, je dis juste : « Eh regarde, y'a KFC à côté ». Du côté de Coca, je commence à avoir des résultats : mes ami·e·s ne rigolent plus quand je leur dis que ça tue les Mexicain·e·s.

Et ça vous arrive de boycotter sans passer par I-boycott ?

Je fais ça pour le pouvoir du groupe. Même si tes ami·e·s le font pas, sur I-boycott, tu vois que d'autres le font. C'est pour se dire que c'est pas juste toi. Parce que si tu boycottes McDo tout·e seul·e, ça change rien, autant arrêter, ça n'a aucun sens. Alors que si on est plusieurs à ne plus y aller, le pouvoir du groupe fait que ça sanctionne et ça permet de réorienter. Parce qu'on va pas au Starbucks ou chez McDo, on va dans un autre magasin qui fait les choses bien... enfin, à notre connaissance en tout cas !



Laura & Richard - Enercoop
© Victoire Stahl

Laura & Richard - Sociétaires d'Enercoop

Enercoop : société coopérative d'intérêt collectif qui produit et distribue de l'électricité 100% renouvelable

Qu'est-ce qui a motivé votre décision de passer chez Enercoop ?

On a découvert Enercoop quand j'étais en stage puis bénévole chez Greenpeace, Richard lui était salarié - parce qu'Enercoop a été créé, avec d'autres, par Greenpeace. Vu le contexte des centrales nucléaires actuellement, ça nous paraissait logique de faire un petit geste pour essayer de contrebalancer ça. On était convaincu·e·s par les énergies renouvelables, même si c'est un peu plus cher. En tant que consommateur·rice, en achetant un produit, c'est comme si on votait ! Donc, quand on a enfin eu notre appart', on était content·e de pouvoir passer à Enercoop et de quitter EDF.

Et vous êtes directement devenu·e·s sociétaires ?

Oui, c'est-à-dire qu'on a souscrit une part au capital de la coopérative : on n'est pas simplement client·e·s, consommateur·rice·s, on prend part aux décisions. Enercoop, c'est la plus grosse coopérative de France : c'est un super pouvoir ! Au-delà de la démarche environnementale et renouvelable, ça permet de montrer une voie démocratique. Chez EDF, personne ne te demande ton avis, on s'en tape en fait ! En tant que sociétaire, je fais partie du conseil d'administration (CA) d'Enercoop pour un mandat de 4 ans. Je suis dans le collège consommateur·rice, donc je mets ma casquette de consommatrice quand on prend des décisions. Être au CA, c'est sûr que c'est un investissement : ça me prend à peu près deux jours par mois, mine de rien ça va vite, ça fait 10 % de ton temps de travail, mais je suis contente de le faire. Et c'est aussi pouvoir porter la voix de la coopérative auprès des sociétaires, ou participer à des actions pour promouvoir les énergies renouvelables.

Vous êtes en quelque sorte des ambassadeur·rice·s d'Enercoop ?

C'est un grand mot, mais c'est défendre les valeurs qui sont les tiennes quand c'est nécessaire. Le nucléaire, c'est un sujet qui revient souvent dans les discussions entre ami·e·s. Il y a une époque où j'étais pas franchement pro-nucléaire et je le disais, mais y'avait pas Enercoop en face. Les gens te disaient : « T'es quand même bien contente d'avoir l'électricité ! » Et maintenant, on peut dire : « Bah non, je suis chez Enercoop ». Et là tu marques vraiment un point, tu montres que des solutions concrètes existent. Aujourd'hui, au niveau de la réception, y'a plus trop de soucis, à la limite le frein est plutôt financier. Mais on a beaucoup de personnes autour de nous qui sont dans une démarche écolo, avec plus ou moins de moyens financiers, mais qui en tout cas ne sont pas encore passées chez Enercoop. Tu peux acheter bio un jour et pas le lendemain, mais Enercoop, c'est un cap à passer. Et le fait de connaître des gens proches qui l'ont fait, ça rassure, ça aide à faire le pas. C'est comme changer de banque : passer à la Nef ou au Crédit coopératif.



Laurence - CIGALES « Des Pépètes Aux Pépites »
© Rachele Riani

Laurence - Membre de la CIGALES « Des Pépètes Aux Pépites »

CIGALES : Clubs d'Investisseurs pour une Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire

C'est quoi une CIGALES ?

Les CIGALES, c'est un mouvement qui existe depuis 40 ans en France. Ce sont des particulier·ère·s qui ont décidé de se regrouper, qui mettent au pot commun une certaine épargne tous les mois et qui en profitent pour investir dans des projets qui ont une finalité sociale et environnementale et pour les accompagner. Tout le reste est libre. La CIGALES se constitue de manière complètement informelle. La mienne s'appelle « Des Pépètes Aux Pépites » et on a voté démocratiquement pour le nom ! Nous, on a décidé d'investir dans tous types d'entreprises, coopératives ou associations, mais jamais trop loin de Paris, pour que ça reste local.

Accompagner, ça consiste en quoi ?

C'est en fonction de ce qu'on a envie de faire, mais c'est pas forcément lié à tes compétences professionnelles. Par exemple, Clément aide les porteur·se·s avec leur communication, c'est pas son métier de base, mais il aime ça. C'est pour ça que je me suis engagée aux CIGALES : je trouvais qu'il y avait un côté très concret. On aide vraiment les gens qui montent un projet : on va leur faire leur compta', on n'a pas encore repeint des locaux, mais une fois, certain·e·s étaient allé·e·s déménager des panneaux solaires d'une ferme dans le fin fond du 77 ! Un autre point fort que j'apprécie, c'est les principes d'éducation populaire : on a plein de formations faites par des Cigalier·ère·s sur les sujets qui nous intéressent, comme les différents statuts dans l'Économie Sociale et Solidaire (coopératives, associations..).

Et concrètement, comment se passe le financement des projets qui se lancent ?

Une CIGALES a le statut d'une indivision volontaire : on doit s'enregistrer au centre des impôts et on est constitué·e·s pour une durée maximale de 10 ans. Elle investit pendant 5 ans. Il y a une bourse à projets régionale tous les deux mois où 8 projets sont présentés et chaque CIGALES décide quel(s) projet(s) elle va financer et à hauteur de combien. Une CIGALES prête rarement plus de 2000 à 3000 €, mais on peut être 5 ou 6 CIGALES à investir. Par exemple, là, on va accompagner un projet de restauration solidaire à Clichy, *One Each*. À midi, c'est un resto classique, mais le soir, la moitié des couverts est réservée à des gens qui n'ont pas l'argent pour aller au resto, qui sont envoyés par le *Secours Populaire* ou le *Secours Catholique* pour venir manger comme tout le monde, mais pour 1 €. Le modèle économique permet de prendre ça en charge. On prend quand même ça en compte : on n'est pas des bisounours, on aimerait aussi a *minima* ne pas perdre pas notre capital, voire faire un peu de profits, parce qu'on sait qu'il y a d'autres projets sur lesquels on ne gagnera pas d'argent, voire on le perdra. À la fin des 5 ans, soit on dépense tout ce qu'on a sur le compte, soit on rembourse tou·te·s les membres de la CIGALES, soit on peut le redonner à une CIGALES qui se crée ou à une entreprise qui en a de nouveau besoin.

Qu'est-ce qui te plaît le plus dans ton engagement aux CIGALES ?

C'est incroyable le plaisir que j'ai, qui n'est pas seulement lié aux projets, à retrouver ces 13 autres personnes. Des gens que j'aurais peut-être jamais rencontrés. T'as tous les âges, tous les types de sensibilités et de motivations. Et puis, comme je suis directrice financière à la base, ça me plaisait beaucoup cette idée de mettre l'argent au service d'une cause. Pour moi, si on veut que l'ESS remplace le système capitaliste à bout de souffle dans lequel on vit aujourd'hui il faut changer d'échelle. Quand j'ai découvert les CIGALES, je suis allée à la réunion d'information où j'ai rencontré 4-5 personnes motivées, et autour d'un café on s'est dit : « Pourquoi pas ? ».



Momo, Lauréline, Chloé, Héloïse, Léa, Margot / Lauréline - BAS
© Elsa Labouret

Lauréline - Membre du collectif BAS

BAS : Brigade Antisexiste, un collectif informel luttant contre les publicités sexistes

Qu'est-ce qui t'a poussé à rejoindre le collectif BAS ?

Quand on fait un trajet d'un point A à un point B, on est bombardé par plusieurs centaines de pubs. Et la grande majorité sont sexistes : une pub est sexiste lorsqu'on utilise le corps des femmes - ou les femmes elles-mêmes - pour faire du profit. Une femme est présente avec un produit, et il n'y a pas de lien direct entre les deux (ex : une voiture et une femme quand on veut vendre une voiture). Les pubs font partie de notre quotidien et on est influencé. Ça génère des valeurs. La pub est un support de communication très puissant. On y passe quelques fractions de secondes, mais malgré ce court laps de temps, on intègre un message. Très peu de militantes féministes traitaient la question. Avec la BAS, on est dans l'activisme et la pédagogie : on donne les clés à chacun·e de pouvoir identifier et décrypter une pub sexiste.

Quels sont vos moyens d'actions exactement ? C'est facile d'y participer ?

On organise ce qu'on appelle des brigades : on va dans la rue pour repérer et signaler les pubs sexistes. Lorsqu'une personne passe devant une pub sexiste, elle colle un autocollant. Le processus d'apprentissage est assez rapide, quelques heures seulement. Tu viens à une brigade, et on t'explique comment reconnaître une pub sexiste : il y a par exemple le « démembrement » (quand il est fait en sorte de voir les seins et fesses en même temps), la « réification » (la femme est un objet), l'« hypersexualisation » (exemple typique, une femme qui lèche une glace de manière hyper sexuelle) etc. Après avoir participé à une brigade, quand tu marches dans la rue, tu les captes direct. Ça permet de convaincre les néophytes. Après une brigade, les gens ne voient plus les pubs de la même manière. Beaucoup de personnes viennent une fois finalement. Après elles récupèrent des autocollants et le font elles-mêmes, elles diffusent même autour d'elles. Ça fait effet boule de neige. Coller un autocollant ça ne demande pas grand chose. C'est finalement militer et intégrer les choses pour soi-même en un sens.

Donc l'impact des actions de la BAS se mesure surtout au nombre de personnes qui y participent ?

Pas que bien sûr ! Quand tu vois un autocollant sur une pub, tu te questionnes « pourquoi c'est sexiste » ? Quand on fait des brigades, les gens viennent nous demander, ils/elles essayent de comprendre. Il y a toujours cette pédagogie qui s'installe de manière directe ou indirecte. Quand tu poses cet autocollant, tu augmentes le temps des personnes qui passent à regarder la pub, et donc l'autocollant, et donc questionnent la pub. Le fait que les gens analysent les pubs, c'est un grand pas.

En tant que membre présente depuis le début, ça ne te demande pas trop d'énergie ?

C'est pas contraignant, c'est nécessaire. Il faut savoir aménager des temps de pause où on se retrouve avec soi-même. Il ne faut pas culpabiliser, on est plus efficace quand on arrive à prendre du temps pour soi. À partir du moment où t'es clair·e avec tout, même quand tu te sens dépassé·e, tu le fais à la juste mesure : quand je suis débordée je sais arrêter certaines choses. Il faut être bienveillant·e avec les autres et avec soi-même. Et comme je disais, c'est nécessaire. Ça relève d'une réelle volonté d'engagement : je suis une femme dans une société patriarcale. Depuis que je suis petite je subie du sexisme, le fait d'être une femme fait qu'on me traite différemment. Je n'aime pas l'injustice. Un dernier mot : aller dans une Brigade Antisexiste, n'hésitez pas à dénoncer, n'hésitez pas à être des lanceur·se·s d'alerte pour les réseaux sociaux !



JC, Lukasz, Cédric, Teddy, Rémy, Mélissa - Groupe d'Action Collective
© Kathleen Olanor

**Jean-Christophe, Loukas, Cédric, Teddy, Rémy, Mélissa -
Membres du Groupe d'Action Collective**

Groupe d'Action Collective : personnes d'un Centre d'Accueil
de Jour (LADAPT) porteuses de projets solidaires

**Qu'est-ce qui vous a poussé à vouloir porter ce projet de sensibilisation au handicap invisible ? À
quoi ressemblent vos actions auprès des enfants ?**

L'an dernier, on a eu l'idée de faire une vidéo autour du handicap invisible en s'inspirant de « C'est pas sorcier » sur France 3. Puis, une fois réalisée, on a voulu s'en servir pour aller directement vers les gens, notamment les enfants, pour en discuter avec eux-elles. Aujourd'hui par exemple, au sein d'une école, on a fait une petite mise en scène théâtrale : on a décrit les différents lobes et leurs fonctions avant et après l'accident. On a fait un peu de prévention. On leur a dit de se protéger pour éviter la chute quand ils-elles traversent, on a mis en situation quelques exemples aussi. Mais ça les a marqué parce qu'il y a eu beaucoup de questions.

**Vous n'aviez jamais réalisé un tel projet auparavant : ni vidéo, ni action de sensibilisation sur ce
sujet... ça n'a pas été trop compliqué à faire ?**

Pour la réalisation de la vidéo, beaucoup de boulot pour chaque seconde de film, même si ça a l'air spontané. Pendant notre micro-trottoir, les personnes interrogées dans la rue ont dit ce qu'elles avaient sur le cœur. Et on leur a répondu. Je ressens un peu de fierté quand je regarde la vidéo... Elle correspond bien à ce que j'imaginai !

Et alors question sensibilisation, mission accomplie ?

Surtout pendant le micro-trottoir on s'est rendu compte que, vraiment, le handicap invisible, les gens ne connaissent pas. Pour eux-elles, le handicap, c'est le fauteuil roulant. Or, les fauteuils roulants, c'est entre 4 et 6 %, et le handicap invisible, c'est 80 %. Il y a sept ans, avant mon accident de voiture, je pensais comme eux-elles : handicap = fauteuil roulant. Ce n'est pas facile d'avoir un handicap invisible, parce que comme ça ne se voit pas toujours, les gens ne se mettent pas en quatre pour nous faciliter la vie !

Et auprès des enfants, ils-elles n'étaient pas trop jeunes pour comprendre ?

J'ai trouvé que leurs questions étaient très pertinentes, très innocentes aussi. Je pense que j'aurais bien aimé avoir ce style de prévention à leur âge et dans mon école. J'ai beaucoup aimé cette journée, je trouve ça très sympa de s'exprimer devant les enfants pour quelque chose qu'ils-elles ne connaissent pas forcément ou qui leur paraît abstrait : quand on leur dit « handicap » ils-elles n'ont pas la définition du dictionnaire exacte en tête, ou alors ils-elles ne comprennent pas exactement ce mot-là et n'ont que le petit symbole du fauteuil roulant en tête. Maintenant ils-elles ont une petite connaissance de tout ça grâce à nous. Certaines de leurs questions m'ont marqué : par exemple une petite fille a dit « Ah bah j'ai mal à l'épaule, est-ce que c'est un handicap ? », et en fait on lui a expliqué que c'était un handicap temporaire, parce qu'elle ne pouvait pas utiliser la partie qui était touchée le temps de la douleur, c'est pas comme moi qui n'a pas un handicap temporaire mais un handicap à vie dû à une maladie. Cette journée m'a marqué parce que c'est important qu'ils-elles sachent plus tard comment réagir. Par exemple, si ça arrive dans leur famille ou à eux-elles-mêmes, se dire qu'ils-elles ne sont pas différent·e·s mais qu'ils-elles sont tous égaux et toutes égales dans la société. C'est pas parce qu'on est handicapé·e et d'autres non qu'on n'est pas pareil·le en fait. « Liberté, égalité, handicapé·e ! »

Qui sommes nous ?

Créée en 2014, Astérya a pour objectif de favoriser l'engagement citoyen sous toutes ses formes. Elle réveille et accompagne les envies d'agir solidaires et citoyennes, notamment celles de personnes socialement vulnérables, isolées ou marginalisées.

● LES CONNECTEURS CITOYENS

Ils rencontrent, conseillent et orientent toute personne qui souhaite s'engager pour une société plus solidaire, écologique et démocratique, en contribuant à un projet existant ou en portant elles-mêmes une action. Ils proposent ainsi un *accompagnement humain* permettant de mettre en lien ces envies avec des initiatives, des lieux, des acteur·rice·s auprès de qui elles peuvent trouver un écho.

● LE GUIDE POUR AGIR

Pratique, précis et ludique, le Guide pour Agir sur toutes les lignes à Paris et ses alentours, distribué à prix libre depuis septembre 2017, présente *230 manières d'agir* pour une société écologique, solidaire et démocratique, avec plus de *1 000 contacts* répartis en *16 rubriques*.

● LA VIDÉO

Depuis 2015 l'équipe du pôle Vidéo fait découvrir les 1001 manières d'agir et outille les citoyen·ne·s qui souhaitent s'engager. Elle réalise des *Portraits d'Engagé·e·s* et des *vidéos de valorisation de la recherche en sciences sociales* sur les questions de participation.

● LES CAFÉS ENVIE D'AGIR

En petits groupes autour d'une thématique solidaire, citoyenne ou écologique, les "Cafés Envie d'agir" permettent depuis 2016 de *partager des manières de s'engager et d'en découvrir de nouvelles*. Les participant·es échangent savoirs et expériences sur la thématique du jour pour parler non pas des problèmes mais des solutions.

● LA RECHERCHE & LES FORMATIONS

Reconnue organisme de formation, Astérya propose depuis 2016 des *formations ouvertes, des formations civiques et citoyennes ainsi que des formations professionnalisantes* sur des enjeux techniques (animation participative, créer une dynamique collective, mobiliser et fédérer autour d'un projet) et théoriques. Ces formations s'appuient sur les activités du pôle Recherche qui organise des événements scientifiques et accueille des projets de recherche individuels et collectifs autour des *liens entre engagement citoyen, participation, insertion et cohésion sociale*.